



ARTICLE

Consortium d'animation sur la persévérance et la réussite en enseignement supérieur



Le nouveau visage de l'étudiant universitaire: Boulot, travaux, dodo

Martin Toulgoat
Journaliste

Les 12 et 13 mai 2004, le CAPRES a tenu un colloque sur les *"Multiples visages en enseignement supérieur"* dans le cadre du 72ième congrès de l'ACFAS. Quatre thèmes ont été abordés, dans lesquels plusieurs conférenciers provenant des milieux collégial et universitaire, sont intervenus. Le journaliste Martin Toulgoat vous présente, dans cet article, une synthèse du thème 2: *"Les nouveaux modes de poursuite des études"*

Les étudiants qui rejoignent les rangs universitaires immédiatement après leurs études collégiales ne sont plus coutume. La majorité des universitaires de premier cycle sont plus âgés, étudient à temps partiel et travaillent en moyenne plus de 15 heures par semaine. Leur parcours est parsemé d'embûches.

Martin Toulgoat

« À l'Université du Québec, les étudiants non traditionnels représentent aujourd'hui 85% de l'effectif au premier cycle et plus spécifiquement, 70% au baccalauréat. Ces proportions sont respectivement de 81% et 61% pour l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) » indique Rémy Auclair, agent de recherche à l'UQTR.

Dans le cadre du 72e Congrès de l'ACFAS, il a livré avec sa collègue de l'Université du Québec, Sylvie Bonin, les résultats d'analyse de 23 000 questionnaires, complétés entre 1993 et 2001 par des étudiants nouvellement inscrits dans un programme de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

« 84% qui ont débuté un programme de baccalauréat à l'automne 1993 à l'UQTR ont obtenu un diplôme universitaire cinq ans plus tard, contre 61% chez les non traditionnels, alors que le taux d'abandon était de 12% chez les traditionnels et de 30% chez les non traditionnels», ajoute Sylvie Bonin.

Tous deux définissent l'étudiant traditionnel comme celui qui est âgé de moins de 21 ans et qui s'inscrit au baccalauréat à temps complet immédiatement après ses études collégiales. L'étudiant non traditionnel, à l'opposé, est celui qui ne respecte pas au moins un des critères de l'étudiant traditionnel. « La plus grande différence entre les étudiants à temps complet et à temps partiel, est que cette dernière catégorie est composée majoritairement d'étudiants qui occupent un emploi à temps plein » précisent-ils.

Toutefois, ce ne sont pas tous les étudiants non traditionnels qui ont un parcours scolaire sinueux, mais plus particulièrement les étudiants à temps partiel qui sont moins motivés à décrocher un diplôme, puisque « l'étudiant à temps complet vise la diplomation dans le but d'entreprendre une nouvelle carrière le plus tôt possible, alors que l'étudiant à temps partiel souhaite avant tout améliorer ses conditions de travail», nuance Rémy Auclair.

Globalement, on observe que plus les étudiants non-traditionnels cumulent de caractéristiques dites « traditionnelles » (moins de 21 ans, inscrit au baccalauréat, à temps complet, admis sur la base d'un D.E.C.), plus leur taux de diplomation augmente et plus leur taux d'abandon diminue.

Travailler, une coutume qui prend racine dès le secondaire

Et l'élève non traditionnel ne semble pas être en voie de disparition, puisque « déjà au secondaire, c'est plus de la moitié des étudiants qui occupent un emploi rémunéré, soit 55% pour ce niveau, 55% au collège et 66% à l'université », explique Renaud Thériault, directeur des Services aux étudiants à l'Université du Québec à Chicoutimi. Selon une enquête menée en 2002 en collaboration avec le *Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire* (CREPAS) dans des institutions secondaires, collégiales et universitaires du Saguenay et du Lac-St-Jean, la majorité des étudiants qui travaillent le font pendant plus de 20 heures par semaine, soit pour une proportion de 48% au Cégep et de 58% à l'université. Et parmi les étudiants à l'université qui occupent un emploi rémunéré, 46% affirment éprouver des difficultés à concilier les études et le travail rémunéré.

« C'est que le deux tiers des étudiants qui travaillent œuvrent dans le secteur de la consommation où les plus gros chiffres d'affaires se font en décembre. L'employeur leur demande souvent d'augmenter leur nombre d'heures, alors qu'ils travaillent déjà 17 heures par semaine, à un moment où ils sont en période d'examen » illustre Renaud Thériault.

Travailler et étudier est devenu un mode de vie. « Les services aux étudiants de l'UQAC, sont de plus en plus témoins de cas de dépression, de burn-out et de fatigue extrême, témoigne Renaud Thériault. Certains essaient de réconcilier l'inconciliable, comme cette étudiante à temps plein, mère monoparentale, avec 4 cours regroupés en deux jours, qui travaillait 32 heures/semaine et qui devait faire trois heures de route chaque jour pour venir à l'université. »

« Quoi de neuf docteur! »

Aux cycles supérieurs, le travail dans son domaine d'études prend, pour certains étudiants, un habit neuf, celui de la participation étudiante aux projets de recherche en collaboration université-milieu. Un nombre croissant de professeurs sont impliqués dans des partenariats avec des entreprises, des organisations gouvernementales ou des organismes communautaires, ce qui affecte aussi la formation des étudiants à la maîtrise et au doctorat.

Les étudiantes et étudiants qui, dans le cadre de leur mémoire ou de leur thèse, collaborent avec des non-universitaires gagnent une source d'encadrement qui s'ajoute à celle, plus traditionnelle, de leur directrice ou directeur : « Les étudiants qui font un projet en milieu de pratique ont généralement un plus grand nombre de personnes différentes pour les soutenir ce qui est susceptible de les aider par la suite dans leur insertion professionnelle. C'est vrai en sciences naturelles mais surtout en sciences sociales, où habituellement les étudiants sont plus isolés. Le travail en milieu de pratique peut rompre un peu de cet isolement », explique Brigitte Gemme, agente de recherche du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie.

Les maîtrises professionnelles : De nouveaux modes de réussite aux cycles supérieurs

Dans le même ordre d'idée que les projets en milieu pratique, le foisonnement des programmes de maîtrises professionnelles répond à une demande de plus en plus forte de l'industrie d'axer la formation universitaire vers les compétences et le développement d'aptitudes pratiques. Ce constat a conduit le *Conseil national des cycles supérieurs* (CNCS) de la FEUQ à explorer la question. Sans avoir la prétention de refléter parfaitement la réalité, ni d'avoir suivi une méthodologie rigoureuse qui permettrait de qualifier ces travaux d'enquête, le CNCS a voulu dresser un portrait sommaire de la situation. Pour ce faire, il a entrepris une série d'entrevues non-dirigées avec des hauts cadres des administrations universitaires, des professeurs, des étudiants et des représentants des ordres professionnels.

« Des conclusions qui se dégagent de nos entretiens, il faut avant tout retenir que ces nouveaux programmes sont appréciés par les étudiants, particulièrement ceux qui décident de prolonger leurs études après le baccalauréat, puisqu'ils leur offrent une formation pratique, calquée sur les besoins et les réalités du terrain, avec la possibilité par exemple d'entreprendre un stage en milieu pratique » souligne Salim Laaroussi, vice-président du CNCS. Victimes de leurs succès, il devient de plus en plus difficile pour les administrateurs de ces programmes de trouver des stages pour tout le monde ou d'accorder un encadrement satisfaisant à leurs étudiants. Selon le CNCS, des améliorations, des

alternatives doivent être mises en place si les universités souhaitent maintenir la qualité et la bonne réputation de leurs programmes.

« En outre, grâce à la flexibilité des horaires de cours (soirs et week-end), du régime d'étude (à temps plein vs à temps partiel) et de la complémentarité de différents sous-programmes (formule poupées russes : passage du certificat d'études supérieures au D.E.S.S puis à la maîtrise et inversement), ces nouveaux types d'enseignement permettent aux jeunes professionnels de satisfaire leurs besoins de formation continue tout en ayant la capacité de concilier études-travail ou études-famille, voire même études-travail-famille. Un avantage non-négligeable à une époque où les problèmes démographiques du Québec se font de plus en plus sentir et où le Québec doit faire face à une concurrence internationale de plus en plus rude », précise Salim Laaroussi.

Si l'impression générale semble positive, quelques inquiétudes ont ressurgi de la part des étudiants consultés. En effet, face à la multiplication constante de ces types de programmes, la plupart se soucient de la valeur de leur diplôme et de la reconnaissance que l'industrie lui accordera. Ils sont également préoccupés par la grande disparité au niveau de la charge de travail exigée pour l'obtention de diplômes similaires. Les étudiants souhaitent donc que les universités se concertent plus, afin qu'elles harmonisent leurs exigences et leurs critères d'attribution du diplôme.

Sensibiliser aussi le parent et l'enseignant

La solution n'est donc pas de proscrire tout travail rémunéré lors des études. Ainsi 65% des étudiants questionnés au Saguenay considèrent leur emploi comme indispensable à la poursuite de leur formation. Il suffit que ce constat soit partagé par l'ensemble des acteurs impliqués. « Le message qu'il faut laisser aux étudiants, mais aussi aux employeurs et à leurs parents, c'est : priorité aux études jusqu'à l'obtention du diplôme », suggère Renaud Thériault.

Libérer les plages de cours où les étudiants sont susceptibles de travailler, limiter les travaux d'équipe à 3 membres, parce qu'il est plus facile de se réunir à 3 qu'à 5, et favoriser le travail rémunéré sur le campus pourraient devenir des facteurs de réussite, dans un contexte où travailler est devenu un mode de vie incontournable pour la majorité de ceux qui poursuivent des études postsecondaires.

Février 2005